

D'abord, les faits, relatés par deux dépêches AFP :

1 : Scènes de guérilla urbaine à Grenoble

Des groupes de jeunes armés de battes de base-ball et de barres de fer, voire d'armes à feu, ont affronté les forces de l'ordre pendant une partie de la nuit dans un quartier sensible de Grenoble. A l'origine de ces heurts : la mort d'un jeune poursuivi après un braquage.



Violences urbaines à Grenoble (17 juillet 2010)

Les premiers incidents à Grenoble ont commencé vendredi vers 23h30. Il y a eu tout d'abord l'attaque d'un tramway par des jeunes du quartier sensible de la Villeneuve. *"Ils ont mis des feux de broussailles devant et derrière. Ça a fait stopper le tramway dans lequel sont rentrés une trentaine d'individus cagoulés et armés de battes de base-ball et de barres de fer"*, raconte Brigitte Jullien, directrice départementale de la sécurité publique de l'Isère. *"Ils ont fait descendre les gens qui ont eu très très peur. La police est intervenue rapidement et a pu faire repartir le tramway"*. Mais ce n'était qu'un début : *"Après, ça a continué sur des incendies de véhicules, sur des arrivées de policiers et de pompiers pris à partie"*. Des heures de violences et de jeu du chat et de la souris entre des jeunes incendiant des véhicules ou des commerces pour attirer la police dans des guet-apens, et des forces de l'ordre mobilisées toute la nuit face à un adversaire insaisissable.

Bilan de cette nuit mouvementée : entre cinquante et soixante voitures brûlées, ainsi que des commerces... et deux arrestations. Des coups de feu ont été échangés, sans faire de blessé : Brigitte Jullien évoque des *"tirs au pistolet automatique sur des policiers, qui ont riposté à quatre reprises"*. C'était vers 2h30 du matin : un homme qui était en train de manifester au sein d'un groupe d'une quarantaine de personnes a sorti une arme de poing et a tiré en direction des forces de l'ordre. Les policiers ont alors fait usage de leurs armes afin de disperser la foule et *"d'assurer leur sécurité"*.

Un quartier sous surveillance

A l'origine de cette éruption de violence : la mort d'un jeune originaire du quartier, poursuivi par la police après avoir participé au braquage du casino d'Uriage-les-Bains, près de Grenoble. Agé de 27 ans, Karim Boudouda avait déjà été condamné trois fois aux assises pour vol à main armée. Au cours de la nuit de jeudi à vendredi, avec un complice, il s'était fait remettre le contenu de la caisse sous la menace d'armes lourdes, avant d'être pris en chasse par des policiers. La course-poursuite, émaillée de coups de feu, s'était achevée tragiquement en plein quartier de la Villeneuve.

"Les malfaiteurs ont arrêté leur véhicule... Ils ont ouvert le feu à au moins trois reprises vers les policiers", avait déclaré dans l'après-midi le procureur de la République de Grenoble, Jean Philippe. *"Les policiers de la BAC ont alors riposté"*, touchant Karim Boudada à la tête, avait-il précisé, évoquant la *"légitime défense"*, une version contestée par les jeunes de la Villeneuve, qui crient vengeance et haine de la police. Sur place, les policiers ont retrouvé *"une partie"*, voire *"la totalité du butin"*, entre 20.000 et 40.000 euros, dans un sac à l'arrière du véhicule des malfaiteurs. Il s'agissait du troisième braquage de casinos de groupes français dans la région Rhône-Alpes et en Suisse voisine depuis quelques mois.

C'est après une prière au mort récitée dans la soirée par un imam, écoutée en silence par une cinquantaine de jeunes rassemblés dans un parc, que la situation a dégénéré. De petits groupes de casseurs ont alors commencé à s'en prendre, à coups de battes, à des abribus, puis à un tramway, et les premiers gaz lacrymogènes ont été tirés - prélude d'une nuit de violences. Samedi matin, le quartier de la Villeneuve était encore sous surveillance par crainte de nouveaux incidents. Le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, est attendu sur place dans la journée.

2 : "Vous avez tué un des nôtres. On va vous tuer aussi"

Alors que le quartier de la Villeneuve, à Grenoble, a vécu une nuit de heurts violents, les casseurs crient leur haine des policiers. Syndicats de police et élus locaux réclament des moyens supplémentaires alors que le "seuil de rupture" est atteint.



Voitures brûlées lors de violences urbaines à Grenoble (17 juillet 2010)

"C'est Beyrouth. Je te jure, c'est Beyrouth !" s'exclame un habitant du quartier de la Villeneuve en voyant passer des voitures de police toutes sirènes hurlantes. Au-dessus des immeubles, dans le ciel nocturne, passe un hélicoptère de la gendarmerie, équipé de projecteurs et d'une lumière infrarouge pour filmer les attroupements. Des CRS tentent d'encercler des petits groupes de jeunes, insaisissables, qui courent et cassent tout ce qui se trouve sur leur chemin. Une quinzaine d'entre eux, certains le visage masqué par un T-shirt blanc, détruisent deux abribus avec des battes de base-ball. "Les jeunes m'ont dit : vous avez tué un des nôtres. De toutes les manières, vous êtes une sale race, on va vous tuer aussi", assure de son côté un policier déployé à la Villeneuve, confirmant la haine de la police exprimée par de nombreux jeunes du quartier. "Tout ce qui est européen, on va tirer dessus", dit-il avoir également entendu.

Des riverains de tous âges, personnes âgées comme enfants, descendent dans la rue pour regarder les scènes de violence, et expriment eux aussi leur colère. Au passage des CRS, une femme âgée leur crie : "Rentrez chez vous !". "Les flics, quand on en a besoin, ils sont jamais là, zéro. Et quand on en a pas besoin, ils viennent. C'est à cause d'eux tout ça", accuse une jeune femme en djellaba bleue, descendue dans la rue à une heure avancée de la nuit alors que les forces de l'ordre tirent des flash-balls en l'air pour disperser les groupes. "Toutes les mamans, elles sont venues et elles ont vu le corps par terre. Qu'est-ce que ça veut dire tout ça. Les enfants sont choqués. Les flics sont des chiens", ajoute une trentenaire portant le voile intégral, descendue vérifier que sa voiture ne brûlait pas. Un groupe de sexagénaires se lamente : "les jeunes déconnent. Ils n'ont plus rien dans la tête. Il ne faut pas qu'il y ait un autre mort, ça sert à rien tout ça", lance l'un d'entre eux.

"Ils l'ont laissé crever par terre"

La police affirme avoir agi en état de légitime défense lors de la mort de Karim Boudada, poursuivi jusque dans le quartier de la Villeneuve après le braquage du casino d'Uriage-les-Bains. Selon les forces de l'ordre, les malfaiteurs ont ouvert le feu avec des fusils d'assaut, blessant un policier à la tête. Les policiers assurent qu'ils ont alors riposté, tuant l'un des deux braqueurs, pendant que l'autre parvenait à prendre la fuite à pied.

Mais dans le quartier de la Villeneuve, la thèse ne passe pas, malgré l'annonce d'une autopsie samedi, qui doit préciser les circonstances de la mort de cet "enfant du quartier", et le lancement d'une enquête par l'Inspection générale de la police nationale. "Le quartier a très mal vécu la mort du jeune. Ils l'ont laissé crever par terre, ils ont laissé son corps sur le bitume au lieu de le transporter", affirme un habitant, répétant à l'envi la thèse qui circule dans ce quartier populaire de la Villeneuve. "Le sang venait de la tête. Il avait pas de cagoule. C'est sûrement les flics qui l'ont enlevée", assure pour sa part un jeune se disant témoin des échanges de tirs avec les policiers. Lui aussi accuse les services de secours de n'avoir pas tenté de le réanimer.

Des effectifs de police en baisse

Face à la recrudescence de violences dans la région depuis plusieurs mois, le secrétaire départemental du syndicat SGP-FO, Daniel Chomette réclame des "effectifs supplémentaires" pour sécuriser l'agglomération grenobloise, touchée par une récente vague de violences, assurant que la police a "atteint un seuil de rupture". Dans une lettre adressée au ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, Nicolas Comte, secrétaire général du syndicat Unité SGP-Police, souligne que les effectifs de la sécurité publique de Grenoble ont subi une "baisse de 20%" depuis 2008. Dans le même temps, dit-il, une vingtaine d'homicides ont été commis ces dernières années dans des affrontements entre bandes rivales grenobloises et les attaques à main armée se sont multipliées dans la région. Nicolas Comte demande "expressément des renforts de policiers nationaux" dans la circonscription de Grenoble. Le syndicat Alliance s'inquiète pour sa part de voir qu'une nouvelle fois "des criminels lourdement armés n'ont pas hésité à tirer à plusieurs reprises sur des policiers pour couvrir leur fuite". Il rappelle le meurtre d'une policière municipale à Villiers-sur-Marne, près de Paris, le 20 mai dernier.

Quant au député-maire PS de la ville, Michel Destot, il a de nouveau réclamé la tenue d'un *"Grenelle de la Sécurité urbaine qui réunisse, aux côtés des ministres compétents, les principaux élus et les préfets afin qu'une stratégie commune soit élaborée, notamment en terme d'affectation de moyens"*.